

25-10-2007 | 08-11-2007

85592 / Co / 140010203

Paritair Comité voor het vervoer en de logistiek*Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 oktober 2007*

Collectieve arbeidsovereenkomst tot vaststelling van de statuten van het Sociaal Fonds voor de werklieden van de ondernemingen der openbare en speciale autobusdiensten en autocardiensten.

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen van de openbare en speciale autobusdiensten en autocardiensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer en de logistiek alsook op hun werklieden.

§ 2. Met werklieden wordt bedoeld de werklieden en werksters.

HOOFDSTUK II. -

Vaststelling van de statuten van het Sociaal Fonds voor de werklieden van de ondernemingen der openbare en speciale autobusdiensten en autocardiensten

Artikel 2. De statuten van het Sociaal Fonds voor de werklieden van de ondernemingen der openbare en speciale autobusdiensten en autocardiensten worden vastgesteld zoals in bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III. -

Opheffingsbepalingen

Artikel 3. De collectieve arbeidsovereenkomst van 5 december 2006 tot vaststelling van de statuten van het Sociaal Fonds voor de werklieden van de ondernemingen der openbare en speciale autobusdiensten en autocardiensten, geregistreerd onder het

Commission paritaire du transport et de la logistique*Convention collective de travail du 16 octobre 2007*

Convention collective de travail déterminant les statuts du Fonds Social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars.

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

Article 1^{er} § 1er La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars ressortissant à la Commission paritaire du transport et de la logistique ainsi qu'à leurs ouvriers.

§ 2. On entend par ouvriers, les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE II. -

Détermination des statuts du Fonds Social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars.

Article 2. Les statuts du Fonds Social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars sont déterminés comme prévu en annexe de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III. - Dispositions abrogatoires

Article 3. La convention collective de travail du 5 décembre 2006 déterminant les statuts du Fonds Social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars, enregistrée sous le numéro 81501/CO140, est retirée.

140.01.02.03 | 16.10.07 | 03

nummer 81501/CO/140, wordt ingetrokken.

De collectieve **arbeidsovereenkomst** van 24 mei 1971 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds voor de werklieden van de openbare en **speciale** autobusdiensten en autocardiens" en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 28 juli 1971 (Belgisch Staatsblad van 23 oktober 1971), laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2005, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 1 april 2006, Belgisch Staatsblad 23 mei 2006, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. - *Geldigheidsduur*

Artikel 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007 en is afgesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door **elk** van de contracterende partijen worden opgezegd **mits** een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het Vervoer **en de logistiek**

La convention collective de travail du 24 mai 1971 portant création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds Social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars" et portant détermination de ses statuts, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 28 juillet 1971 (Moniteur Belge du 23 octobre 1971), modifiée en dernier lieu par la convention collective de travail du 27 janvier 2005, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 1^{er} avril 2006, Moniteur Belge du 23 mai 2006, est abrogée.

CHAPITRE IV. - *Durée de validité*

Article 4. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2007 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties contractantes moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire du transport **et de la logistiek**

ANNEXE

STATUTS

CHAPITRE Ier - Dénomination, siège, objet, durée

Article 1^{er} . Il est institué, à partir du 1er janvier 1970, un fonds de sécurité d'existence pour le personnel des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars. Ce Fonds est dénommé: "Fonds Social pour les ouvriers des entreprises des services publics et spéciaux d'autobus et des services d'autocars", ci-après dénommé le "Fonds Social Bus & Car".

Article 2. Le siège social du Fonds Social Bus & Car est établi à 1130 Bruxelles, Avenue de la Métrologie 8. Il peut être transféré à tout autre endroit en Belgique par une décision de la **Commission paritaire du transport et de la logistique**

Article 3. Le Fonds Social Bus & Car a pour objet:

- 1° de percevoir les cotisations nécessaires à son fonctionnement à charge des employeurs visés à l'article 4, 1°;
- 2° d'octroyer aux ouvriers et ouvrières visés à l'article 4, 2°, des allocations sociales supplémentaires;
- 3° de s'occuper de toutes les questions relatives à la promotion et à la formation professionnelle, ainsi que la promotion de l'emploi de certains ouvriers et ouvrières visés à l'article 4, 2°;
- 4° d'assurer le paiement des avantages.

CHAPITRE II - Champ d'application

Article 4. Les présents statuts s'appliquent:

- 1° aux employeurs appartenant aux secteurs des services réguliers, réguliers spécialisés et des services occasionnels, ressortissant à la **Commission paritaire du transport et de la logistique**;
- 2° aux ouvriers et ouvrières occupés par les employeurs visés sub. 1°.

CHAPITRE III - Avantages

Article 5. Le Fonds Social Bus & Car a pour tâche le paiement des avantages décrits par les partenaires sociaux au moyen de conventions collectives de travail conclues au sein de la **Commission paritaire du transport et de la logistique**.

Un aperçu des avantages payés par le Fonds Social Bus & Car est repris dans le rapport d'activités annuel de ce Fonds.

CHAPITRE IV - Gestion

Article 6. Le Fonds Social Bus & Car est géré par un Conseil d'Administration composé **paritairement** de représentants des organisations patronale et syndicales les plus représentatives du secteur des services réguliers, réguliers spécialisés et des services occasionnels.

Les Administrateurs sont nommés et révoqués par la **Commission paritaire du transport et de la logistique** pour une durée indéterminée sur proposition des organisations représentées au sein du Fonds Social Bus & Car.

Article 7. Le Conseil d'Administration désigne hors de son sein un Président qui dispose d'une voix consultative.

Le Conseil d'Administration désigne en son sein un Vice-Président.

Le Conseil d'Administration désigne hors de son sein un Directeur qui ne dispose pas du droit de vote.

Le Conseil d'Administration désigne un Comité de Gestion du Fonds Social Bus & Car, composé du Président du Fonds Social Bus & Car, de deux représentants des organisations syndicales et de deux représentants de l'organisation patronale et du Directeur.

Au sein de ce Comité de Gestion, le Président dispose d'une voix consultative. Les représentants des organisations syndicales et de l'organisation patronale disposent du droit de vote. Le Directeur n'a pas de droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents qui ont droit de vote.

Article 8. Le mandat de Président du Fonds Social Bus & Car a une durée de 4 années, renouvelable 2 fois.

Ce mandat prend fin :

- o au terme de la période mentionnée à l'alinéa 1^{er}
- o dès que l'intéressé a atteint la limite d'âge de 70 ans.

Article 9. Le fonctionnement et les compétences du Comité de Gestion et du Directeur sont fixés dans un règlement d'ordre intérieur, approuvé par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Gestion et le Directeur font rapport de leurs activités au Conseil d'Administration.

Article 10. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président.

Article 11. Le Président est tenu de convoquer le Conseil au moins une fois chaque année et chaque fois que la moitié des administrateurs en fait la demande. Les convocations mentionnent l'ordre du jour.

Article 12. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents qui ont droit de vote.

Article 13. Le Conseil d'Administration a pour mission de gérer le Fonds Social Bus & Car et de prendre toutes mesures nécessaires à son bon fonctionnement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds Social Bus & Car.

Article 14. Le Conseil d'Administration agit en justice au nom du Fonds Social Bus & Car à la poursuite et à la diligence du Président ou des Administrateurs délégués à cet effet.

Article 15. Pour réaliser ses objectifs, le Fonds Social Bus & Car peut prendre toutes les dispositions nécessaires et notamment faire appel à la collaboration des organisations représentées au sein de son Conseil d'Administration.

Pour cette collaboration, le Fonds Social Bus & Car leur octroie, dans le cadre de ses frais de fonctionnement, une allocation dont le montant est fixé dans un protocole d'accord conclu entre les organisations représentées au sein du Fonds Social Car & Bus.

Article 16. La responsabilité des Administrateurs se limite à l'exécution de leur mandat et ils n'encourent aucune responsabilité dans leur gestion à l'égard des obligations du Fonds Social Bus & Car.

CHAPITRE V- Financement

Article 17. Le Fonds Social Bus & Car dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 4, 1°.

Article 18. Le montant de ces cotisations est fixé par convention collective de travail de la **Commission paritaire du transport et de la logistique** rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 19. La perception et le recouvrement des cotisations, dont question aux articles 17 et 18, sont assurés par l'Office National de Sécurité Sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de Sécurité d'existence.

CHAPITRE VI - Budget et comptes

Article 20. L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

Article 21. Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, le Conseil d'Administration établit un budget pour l'année suivante et le présente pour approbation à la **Commission paritaire du transport et de la logistique**.

Article 22. La comptabilité et les comptes annuels du Fonds Social Bus & Car sont tenus en application de l'Arrêté Royal du 15 janvier 1999, relatif à la comptabilité et aux comptes annuels des Fonds de sécurité d'existence.

Article 23. Le Conseil d'Administration et le réviseur ou l'expert-comptable désigné par la Commission Paritaire Nationale du Transport en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de Sécurité d'existence, rédigent annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue. Ces rapports et le bilan sont soumis pour approbation à la **Commission paritaire du transport et de la logistique** pendant le mois d'avril au plus tard.

CHAPITRE VII - Contestations

Article 24. Sans préjudice des dispositions de l'article 22 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de Sécurité d'existence, le Conseil d'Administration est habilité à trancher les cas litigieux.

CHAPITRE VIII –Dissolution - Liquidation

Article 25. En cas de dissolution du Fonds Social Bus & Car, la **Commission paritaire du transport et de la logistique** désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leur rémunération, ainsi que l'affectation du patrimoine.

BIJLAGE

STATUTEN

HOOFDSTUK I - Benaming, zetel, doel, duur

Artikel 1. Met ingang van 1 januari 1970 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht voor het personeel van de ondernemingen van openbare en **speciale** autobusdiensten en van autocardiendiensten. Dit Fonds wordt genoemd: "Sociaal Fonds voor de werklieden van de ondernemingen van openbare en **speciale** autobusdiensten en van autocardiendiensten", hierna genoemd het "Sociaal Fonds Bus & Car".

Artikel 2. De **maatschappelijke** zetel van het Sociaal Fonds Bus & Car is gevestigd te 1130 Brussel, Metrologielaan 8. Hij **kan**, bij beslissing van het Paritair Comité voor het Vervoer **en de Logistiek**, naar elke andere plaats in België worden overgebracht.

Artikel 3. Het Sociaal Fonds Bus & Car heeft tot doel:

- 1° de inning van de voor zijn werking nodige bijdragen ten **laste** van de in artikel 4, 1°, bedoelde werkgevers;
- 2° aan de in artikel 4, 2°, bedoelde werklieden en werksters aanvullende sociale uitkeringen toe te kennen;
- 3° zich bezig te houden met **alle** kwesties die verband houden met de promotie en de beroepsopleiding en -vorming, alsmede met de bevordering van de tewerkstelling van sommige in artikel, 4, 2° bedoelde werklieden en werksters;
- 4° de uitkering van de voordelen te verzekeren.

HOOFDSTUK II - Toepassingsgebied

Artikel 4. Deze statuten zijn van toepassing:

- 1° op de werkgevers die behoren tot de sectoren van geregeld vervoer, van bijzondere **vormen** van geregeld vervoer en van ongeregeld vervoer die ressorteren onder het **Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek**;
- 2° op de werklieden en werksters die **door** de onder 1° bedoelde werkgevers worden tewerkgesteld.

HOOFDSTUK III - Voordelen

Artikel 5. Het Sociaal Fonds Bus & Car heeft tot taak de uitkering van de voordelen zoals omschreven door de sociale partners in de betrokken collectieve arbeidsovereenkomsten afgesloten binnen het **Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek**.

Een overzicht van de voordelen uitgekeerd door het Sociaal Fonds Bus & Car wordt opgenomen in het jaarlijks activiteitenverslag van dit Fonds.

HOOFDSTUK IV - Beheer

Artikel 6. Het Sociaal Fonds Bus & Car wordt beheerd door een Raad van Beheer, paritair **samengesteld** uit vertegenwoordigers van de **meest** representatieve werkgevers- en **werknemersorganisaties** van de sector van het geregeld vervoer, de bijzondere vormen van vervoer en het ongeregeld vervoer. De beheerders worden voor onbepaalde duur **benoemd** en ontzet uit hun functie door het **Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek**, op voorstel van de organisaties vertegenwoordigd in het Sociaal Fonds Bus & Car.

Artikel 7. De Raad van Beheer duidt buiten zijn **midden** een Voorzitter aan die beschikt over een raadgevende stem.

De Raad van Beheer duidt in zijn midden een Ondervoorzitter aan.

De Raad van Beheer duidt buiten zijn midden een Directeur aan, die niet over stemrecht beschikt.

De Raad van Beheer duidt een **Beheerscomité** van het Sociaal Fonds Bus & Car aan, samengesteld uit de Voorzitter van het Sociaal Fonds Bus & Car, twee vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties, twee vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie en de Directeur.

Binnen dit Beheerscomité beschikt de Voorzitter over een raadgevende stem. De vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties en van de werkgeversorganisatie beschikken over stemrecht. De Directeur heeft geen stemrecht. De beslissingen worden met een **meerderheid** van twee derde van de aanwezige **stemgerechtigde leden** genomen.

Artikel 8. Het mandaat van Voorzitter van het Sociaal Fonds Bus & Car heeft een duurtijd van 4 jaar, 2 maal hernieuwbaar.

Dit mandaat **neemt** een einde :

- bij het **verstrijken** van de duurtijd **vermeld** in **alineea 1** ;
- bij het bereiken van de leeftijdslimiet van 70 jaar.

Artikel 9. De werking en de bevoegdheden van het Beheerscomité en van de Directeur worden bepaald in een **reglement** van inwendige orde, goedgekeurd door de Raad van Beheer.

Het **Beheerscomité** en de Directeur brengen verslag uit van hun activiteiten bij de Raad van Beheer.

Artikel 10. De Raad van Beheer vergadert op bijeenroeping van de Voorzitter.

Artikel 11. De Voorzitter is gehouden de raad **minstens** één keer per jaar bijeen te roepen en telkens wanneer minstens de **helft** van de beheerders erom verzoekt. De oproepingen **vermelden** de agenda.

Artikel 12. De beslissingen worden met een meerderheid van twee derde van de aanwezige **stemgerechtigde leden genomen**.

Artikel 13. De Raad van Beheer heeft **tot** opdracht het Sociaal Fonds Bus & Car te beheren en **alle** maatregelen te treffen die nodig blijken voor zijn goede werking. Hij bezit de **meest** uitgebreide **machten** voor het beheer en het bestuur van het Sociaal Fonds Bus & Car.

Artikel 14. De Raad van Beheer treedt in rechte op in **naam** van het Sociaal Fonds Bus & Car, op vervolging en benaarding van de Voorzitter of van de Beheerders daartoe afgevaardigd.

Artikel 15. Voor de verwezenlijking van zijn doelstellingen kan het Sociaal Fonds Bus & Car al de nodige schikkingen treffen en onder **meer** een beroep doen op de medewerking van de organisaties die zetelen in zijn Raad van Beheer.

Voor deze medewerking keert het Sociaal Fonds Bus & Car **hen**, in het kader van zijn werkingskosten, een toelage uit, **zoals** voorzien in een protocolakkoord afgesloten tussen de organisaties vertegenwoordigd in het Sociaal Fonds Bus & Car.

Artikel 16. De verantwoordelijkheid van de Beheerders beperkt zich **tot** de uitvoering van hun **mandaat** en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan uit hoofde van hun beheer ten opzichte van de verbintenissen aangegaan door het Sociaal Fonds Bus & Car.

HOOFDSTUK V - Financiering

Artikel 17. Het Sociaal Fonds Bus & Car beschikt over de bijdragen verschuldigd door de in artikel 4, 1°, bedoelde werkgevers.

Artikel 18. De hoogte van deze bijdragen wordt vastgelegd in een **algemeen** verbindend verklaarde collectieve **arbeidsovereenkomst** afgesloten in het **Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek**.

Artikel 19. De inning en de invordering van de bijdragen, waarvan sprake in de artikels 17 en 18, wordt door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid verzekerd, in toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid.

HOOFDSTUK VI - Begroting en rekeningen

Artikel 20. Het dienstjaar vangt aan op 1 januari en sluit op 31 december van elk jaar.

Artikel 21. Elk jaar, uiterlijk gedurende de maand december, stelt de Raad van Beheer een begroting op voor het volgend jaar en legt deze ter goedkeuring voor aan het **Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek**.

Artikel 22. De boekhouding en de jaarrekeningen van het Sociaal Fonds Bus & Car worden bijgehouden in toepassing van het Koninklijk Besluit van 15 januari 1999 betreffende de boekhouding en de jaarrekening met betrekking tot de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 23. De Raad van Beheer en de revisor of de expert-boekhouder aangeduid door het Nationaal Paritair Comité voor het Vervoer bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid, stellen jaarlijks elk een schriftelijk verslag op betreffende de uitvoering van hun opdracht tijdens het afgelopen jaar. Deze verslagen en de balans worden ter goedkeuring voorgelegd aan het **Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek** uiterlijk tijdens de maand april.

HOOFDSTUK VII - Betwistingen

Artikel 24. Onverminderd de bepalingen van artikel 22 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid is de Raad van Beheer bevoegd de betwiste gevallen te beslechten.

HOOFDSTUK VIII - Ontbinding - Vereffening

Artikel 25. In geval van ontbinding van het Sociaal Fonds Bus & Car, duidt het **Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek** de vereffenaars aan, bepaalt hun bevoegdheden en hun bezoldiging, alsmede de bestemming van het patrimonium.